



Conseil économique et social

Distr. générale
1^{er} mai 2017
Français
Original : anglais

Session de 2017

10-19 juillet 2017

Point 6 de l'ordre du jour

**Forum politique de haut niveau pour le développement durable,
organisé sous les auspices du Conseil économique et social**

Rapport d'activité sur le Cadre décennal de programmation concernant les modes de consommation et de production durables

Note du Secrétaire général

Résumé

Le Secrétaire général transmet le présent rapport d'activité sur le Cadre décennal de programmation concernant les modes de consommation et de production durables, établi par le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) en application des résolutions [67/203](#), [68/210](#), [69/214](#) et [70/201](#) de l'Assemblée générale. Faisant suite aux rapports annuels soumis en 2015 ([E/2015/56](#)) et 2016 ([E/2016/62](#)), le présent rapport vise à rendre compte aux États membres et aux parties prenantes des activités du Cadre décennal et des faits nouveaux survenus, en mettant en évidence les principaux résultats, défis et opportunités. Il est soumis par l'intermédiaire du Conseil économique et social pour être examiné à l'occasion du Forum politique de haut niveau pour le développement durable de 2017.



I. Le Cadre décennal de programmation concernant les modes de consommation et de production durables

1. Adopté en 2012 à la Conférence des Nations Unies sur le développement durable, le Cadre décennal de programmation concernant les modes de consommation et de production durables est un mécanisme mondial visant à accélérer la transition vers des modes de consommation et de production durables dans les pays développés et en développement. Il favorise les actions collectives au moyen de programmes multipartites, qui permettent l'élaboration, la réplication et la transposition à plus grande échelle des politiques et initiatives relatives aux modes de consommation et de production durables à tous les niveaux. Il encourage l'échange de connaissances et de données d'expérience et aide les pays en développement à accéder plus facilement aux ressources techniques et financières.

2. La consommation et la production durables remplissent une fonction transversale importante dans le Programme de développement durable à l'horizon 2030, comme l'atteste clairement l'inclusion d'un objectif de développement durable consacré exclusivement à la consommation et la production durables (objectif 12). Le rôle central du Cadre décennal dans la concrétisation du changement recherché est défini dans une cible spéciale portant sur la mise en œuvre du Cadre (cible 12.1).

3. Les programmes du Cadre décennal réunissent, de façon fonctionnelle et dans une mesure croissante, les acteurs, compétences et ressources nécessaires pour concrétiser la consommation et la production durables. Inclusifs et axés sur l'action, les programmes visent à créer des synergies et favoriser la coopération, en regroupant les initiatives et les partenaires existants, à mobiliser des ressources vers des objectifs communs et à reproduire et élargir les politiques efficaces et les meilleures pratiques de consommation et de production durables. Ils permettent également la création de projets et activités nouveaux ou l'appui à de tels projets et activités afférents à la consommation et la production durables, en réponse aux priorités et besoins régionaux et nationaux à mesure qu'ils apparaissent. Le Cadre comprend actuellement six programmes.

4. Le Cadre décennal contribue à l'élimination de la pauvreté et à la promotion de la prospérité dans un monde en mutation, thèmes sur lesquels portera le Forum politique de haut niveau de 2017. En effet, en accélérant le passage à des modes de consommation et de production durables en vue d'obtenir des gains d'efficacité dans l'utilisation des ressources et de dissocier la croissance économique de la dégradation de l'environnement, il permet la création d'emplois décents et contribue à l'élimination de la pauvreté et au partage de la prospérité. Le réseau et les activités du Cadre décennal suscitent directement ou favorisent des changements dans les politiques et dans les pratiques pertinentes à cet égard.

5. Les marchés publics durables permettent non seulement aux États de réduire les émissions de gaz à effet de serre et d'améliorer le rendement des ressources, mais ils contribuent également à la réduction de la pauvreté, à plus d'équité, à l'emploi productif et au travail décent. Le tourisme durable donne une place centrale à l'élimination de la pauvreté, en particulier par la création de moyens de subsistance liés au tourisme durable. Les systèmes alimentaires durables sont indispensables pour améliorer la sécurité alimentaire et la nutrition et réduire la pauvreté. La sensibilisation des consommateurs à la durabilité a pour objectif de permettre à chacun d'obtenir des informations fiables et compréhensibles sur la durabilité des biens et des services. Les modes de vie durables et l'éducation favorisent l'instauration de pratiques durables dans la vie quotidienne, qui contribuent à réduire les incidences négatives des changements environnementaux

pour les plus vulnérables et à créer de nouvelles possibilités de revenus et des moyens de subsistance plus diversifiée et durables. Le concept d'aménagement et de construction durables englobe les logements sociaux, la réduction des émissions qui provoquent les changements climatiques et le renforcement de la résilience et du partage des connaissances, dans le but d'intégrer les groupes les plus vulnérables de la société.

6. Le présent rapport expose les progrès accomplis dans la mise en œuvre du Cadre décennal, met en relief les principales activités et produits de 2016 et cerne les possibilités et les défis qui se présenteront dans les années à venir. Le rapport a été établi par le secrétariat du Cadre au nom du Conseil du Cadre, en coopération avec les programmes du Cadre, conformément à la résolution 70/201, dans laquelle l'Assemblée générale a prié le Conseil et le secrétariat de présenter au Forum politique de haut niveau pour le développement durable, afin qu'il les examine, des rapports actualisés.

II. Progrès accomplis dans la mise en œuvre du Cadre décennal de programmation concernant les modes de consommation et de production durables

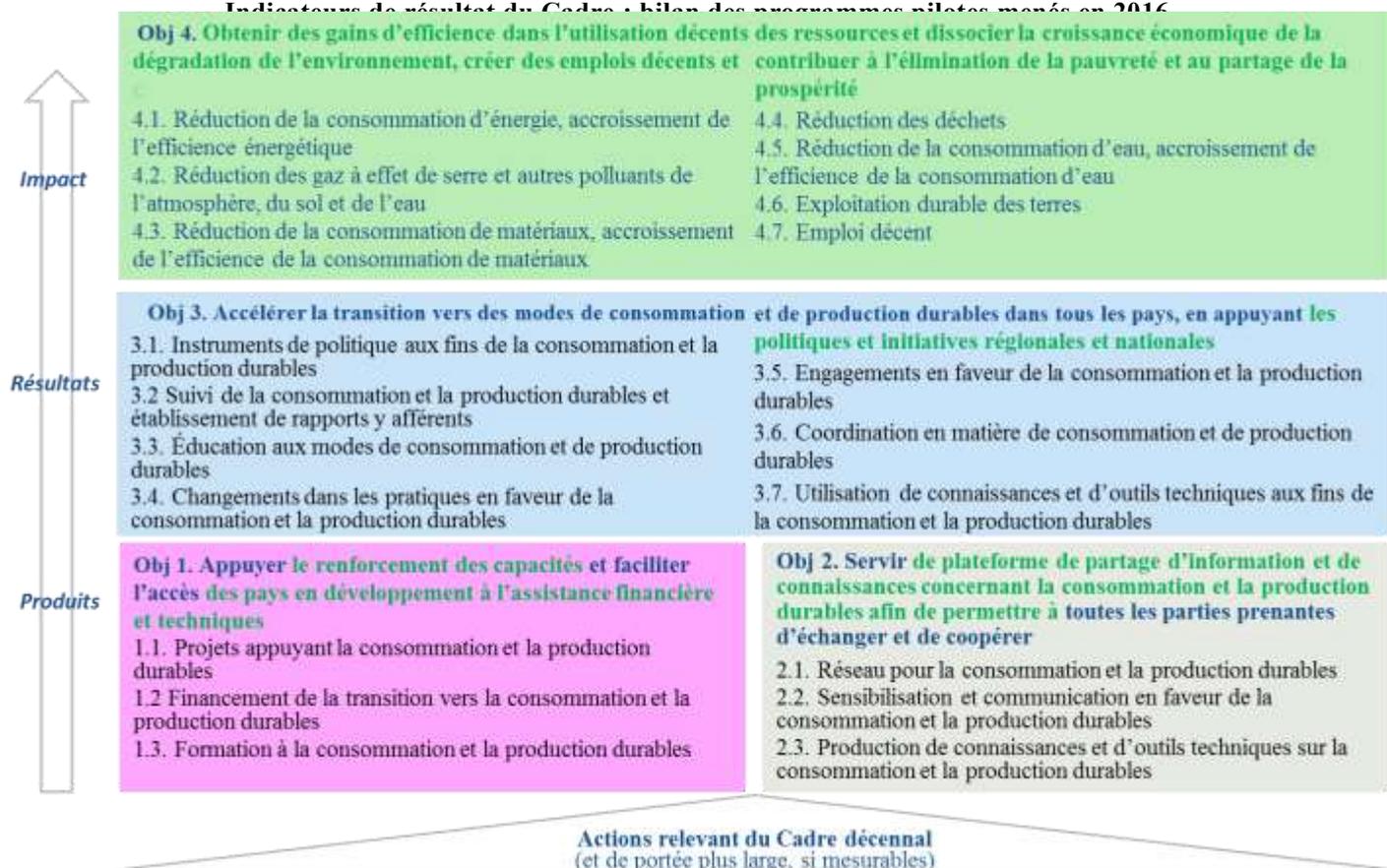
7. À la suite du lancement en 2015 des six programmes du Cadre décennal, l'action menée en 2016 a été essentiellement axée sur leur exécution et sur les principales activités visant à faciliter la mobilisation du réseau du Cadre.

8. En 2016, l'équipe spéciale chargée du suivi et de l'évaluation a défini des indicateurs de résultat afférents au Cadre et à la transition vers des modes de consommation et de production durables¹ et les a mis à l'essai. L'équipe spéciale a pour objectif global d'utiliser les indicateurs de résultat pour guider et mesurer, de manière participative, l'impact collectif de cette transition dans le monde entier. Les indicateurs doivent permettre de constater la concrétisation d'étapes importantes de la transition, principalement celles qui sont appuyées par le Cadre décennal, le but étant d'élargir les acquis au-delà de ce champ.

¹ Voir www.scpclearinghouse.org/sites/default/files/10yfp_-_demonstrating_progress_and_impact_framework.pdf.

Figure 1

Indicateurs de résultat du Cadre décennal des programmes pilotes menés en 2016



9. Les indicateurs de résultat doivent aider les acteurs du Cadre et d'autres parties prenantes œuvrant en faveur de la consommation et la production durables à : a) évaluer et améliorer les performances afin de mieux planifier les activités et affecter les fonds; b) rendre compte des progrès accomplis, données factuelles à l'appui, afin de faire preuve de responsabilité à l'égard de tous les acteurs et donateurs, de communiquer les résultats au grand public et de mobiliser des appuis politiques et financiers. Les indicateurs ont été conçus sur la base des objectifs de développement durable pertinents et des cibles et indicateurs qui y sont associés, en particulier ceux qui concernent l'objectif 12, libellé « Établir des modes de consommation et de production durables ». Un aperçu des indicateurs est présenté dans la Figure 1.

Tableau 1
Détails du bilan des programmes pilotes

Indicateur	Bilan 2016	Bilan (depuis le début du programme jusqu'en 2016) Unité de mesure	
1.1 Projets appuyant des modes de consommation et de production durables	121	140	Nombre de projets appuyant la transition vers des modes de consommation et de production durables
1.2 Montant des ressources financières (en dollars des États-Unis) disponibles	En attente de vérification	79,44 millions	Fonds consacrés à l'appui de la transition vers des modes de consommation et de production durables

Indicateur	Bilan (depuis le début du programme jusqu'en 2016)		Unité de mesure	
	Bilan 2016			
1.3	Formation aux modes de consommation et de production durables	26 761	32 533	Nombre de jours de formation par personne concernant les modes de consommation et de production durables
2.1	Réseau de consommation et de production durables	95	647	Nombre de gouvernements et autres organisations participant au Cadre décennal et à ses programmes
2.2	Activités de sensibilisation et de communication en faveur de la consommation et la production durables	321	513	Nombre d'activités de sensibilisation et de communication axées sur la consommation et la production durables
2.3	Production de connaissances et d'outils techniques	174	291	Nombre de connaissances et d'outils techniques produits en faveur de la consommation et la production durables
3.1	Intégration de la consommation et la production durables dans les politiques	219	253	Nombre de gouvernements et autres organisations qui élaborent, adoptent ou appliquent (ou sont en train de mettre en œuvre) des politiques appuyant la transition vers des modes de consommation et de production durables
3.2	Suivi de la consommation et la production durables et établissement de rapports y afférents	2	49	Nombre de gouvernements et autres organisations instaurant officiellement des mécanismes de suivi de la consommation et la production durables et d'établissement de rapports y afférents
3.3	Pédagogie des modes de consommation et de production durables	5	5	Nombre de pays intégrant les questions de consommation et de production durables dans les pratiques pédagogiques
3.4	Changements dans les pratiques aux fins de la consommation et la production durables	10	10	Nombre de changements dans les pratiques et processus de production appuyant la transition vers des modes de consommation et de production durables
3.5	Engagements en faveur de la consommation et la production durables	379	572	Nombre d'engagements pris à haut niveau concernant les modes de consommation et de production durables
3.6	Coordination relative aux modes de consommation et de production durables	12	16	Nombre de mécanismes intersectoriels ou multipartites pour la coordination de la consommation et la production durables
3.7	Utilisation de connaissances et d'outils techniques	Non déclaré	Non déclaré	Nombre de téléchargements à partir du Portail mondial de la consommation et de la production durables et toute autre mesure quantitative d'utilisation
4	Impact	Étude en cours		

10. Un bilan des programmes pilotes du Cadre décennal couvrant la période 2013-2016 a été établi sur la base des indicateurs. Il est présenté en détail dans le Tableau 1. Les données utilisées dans le présent rapport étant tirées du bilan des programmes pilotes, elles doivent être considérées comme préliminaires. La qualité des données peut varier d'un indicateur à l'autre et d'un programme à l'autre. Les données seront mises à jour et feront l'objet d'un contrôle de qualité afin d'améliorer les processus et systèmes d'établissement des rapports afférents au Cadre et de garantir que les informations communiquées sur les activités du Cadre relatives aux modes de consommation et de production durables et à l'indicateur 12.1.1 de l'objectif 12 sont fiables et cohérentes.

11. La méthode mise au point pour l'indicateur 3.1 sur l'intégration de la consommation et la production durables dans les politiques a également été proposée pour l'indicateur 12.1.1. Les points nouveaux concernant les méthodes

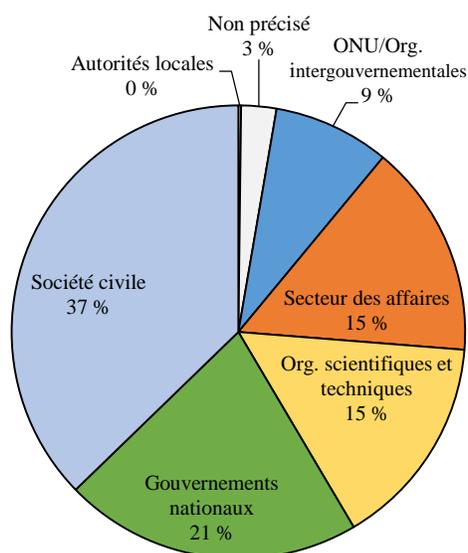
utilisées pour les autres indicateurs de l'objectif 12 qui sont pertinents au regard du Cadre décennal seront examinés en vue de leur intégration éventuelle.

12. Le caractère multipartite des programmes du Cadre décennal est mis en évidence à travers la composition de leurs réseaux, dans lesquels les pouvoirs publics, la société civile, le secteur des affaires, les milieux universitaires et les organisations internationales sont tous représentés. En plus des programmes, le réseau du Cadre comprend également 129 coordonnateurs nationaux, des coordonnateurs de différentes parties prenantes, un Groupe interinstitutions de coordination des Nations Unies fort de 20 membres, le secrétariat et le Conseil.

Figure 2

Répartition des acteurs des programmes du Cadre décennal par groupe de parties prenantes, sur la base de l'indicateur 2.1

Réseau Consommation et production durables Indicateur 2.1



13. Le Portail mondial de la consommation et de la production durables sert de plateforme de gestion des connaissances du Cadre ainsi que d'espace de présentation au public des projets, initiatives et outils des programmes du Cadre et autres informations. Les membres du Portail ont accès à des milliers de données facilement consultables, grâce auxquelles ils peuvent trouver des possibilités de collaboration en fonction de leurs domaines de spécialité et d'intérêt. Ainsi, les 3 300 membres et plus du Portail, issus de régions et secteurs divers et représentant plus de 2 000 organisations gouvernementales et non gouvernementales, peuvent exposer les travaux de leur organisation et rechercher des événements, publications et perspectives de collaboration afin d'élargir leur champ d'action à travers la diversité des disciplines thématiques et sectorielles relatives à la consommation et la production durables.

14. Le Portail mondial de la consommation et de la production durables a fait l'objet d'une mise à niveau complète, afin de répondre aux besoins croissants des parties prenantes. La version améliorée du Portail, mise en ligne en novembre 2016,

repose sur les technologies les plus modernes et offre aux utilisateurs des bases de données, outils et autres fonctions à la pointe du progrès. Les programmes du Cadre décennal ont chacun été dotés d'une plateforme propre dans le Portail, chaque plateforme permettant : a) de gérer le portefeuille des activités, de consulter facilement les activités du programme concerné; b) de communiquer aisément sur le fond des activités et de savoir qui fait quoi et comment participer. Un nouveau module consacré aux espaces d'échange offre aux utilisateurs la possibilité de créer des pôles de collaboration en ligne, publique ou privée, afin d'échanger des documents, de planifier des événements, d'échanger des vues, de gérer les tâches, et plus encore. Le Portail amélioré peut être consulté à l'adresse suivante : www.scpclearinghouse.org.

15. En novembre 2016, le Groupe interinstitutions de coordination des Nations Unies pour le Cadre décennal est convenu de renforcer l'action commune et coordonnée afférente aux modes de consommation et de production durables, de faire mieux connaître le Cadre à travers les organismes des Nations Unies et d'entreprendre des activités conjointes de mobilisation des ressources.

16. L'ONU a montré qu'elle renforçait son appui au Cadre décennal. En 2016, dans sa résolution sur la consommation et la production durables, l'Assemblée des Nations Unies pour l'environnement a engagé tous les pays et toutes les parties prenantes concernées à prendre des mesures ambitieuses pour mettre en œuvre le Cadre décennal et atteindre les objectifs et cibles du Programme de développement durable à l'horizon 2030 qui concernent la consommation et la production durables (UNEP/EA.2/Res.8). Cet appel a été encore renforcé par d'autres résolutions et déclarations concernant les systèmes alimentaires durables et le tourisme durable, comme indiqué dans les sections pertinentes ci-dessous.

A. Marchés publics durables

17. Inauguré en avril 2014, le programme Marchés publics durables est dirigé par le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) et codirigé par l'Institut coréen de l'industrie et des technologies environnementales et ICLEI-Local Governments for Sustainability. Il est appuyé par un comité consultatif multipartite de 18 membres et compte maintenant 103 partenaires, dont 19 l'ont rejoint en 2016.

18. Le programme Marchés publics durables fonctionne selon un plan de travail biennal. Le plan de travail pour la période 2016-2017 s'articule autour de quatre axes principaux : a) la mise en œuvre de pratiques durables de passation des marchés publics sur le terrain; b) l'évaluation de la mise en œuvre et de l'impact des pratiques durables de passation des marchés publics; c) le recensement des obstacles et la promotion de solutions novatrices; d) la collaboration avec le secteur privé. Le plan de travail comprend également un certain nombre d'activités de base, y compris la gestion des connaissances, la sensibilisation, la communication et les activités de recherche intersectorielle. En 2016, les activités du programme étaient notamment axées sur l'amélioration des outils de communication et l'élargissement du réseau.

19. Les résultats du programme Marchés publics durables en 2016, mesurés à l'aune des indicateurs de résultat du Cadre figurent dans le tableau ci-dessous.

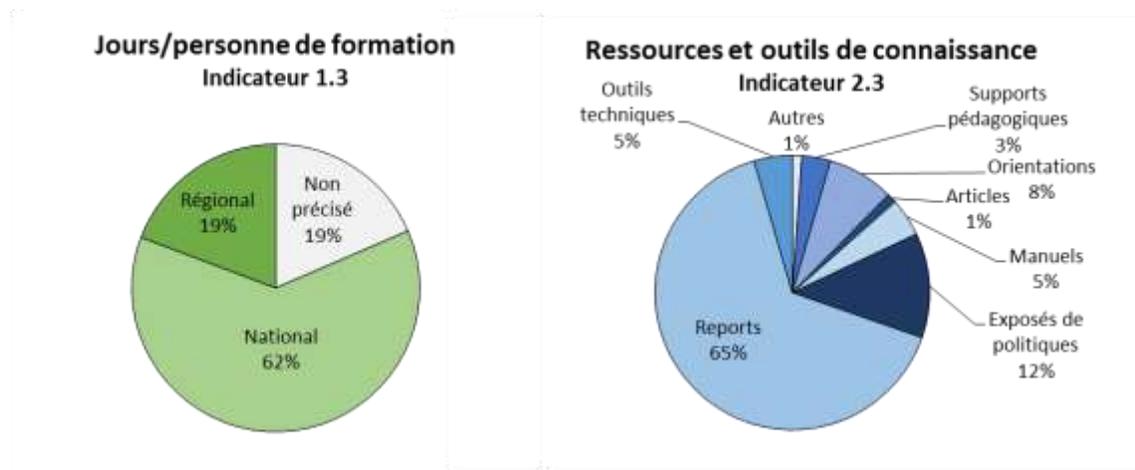
Tableau 2
Programme Marchés publics durables (2016)

<i>Indicateur</i>	<i>Total</i>
1.1 Projets appuyant des modes de consommation et de production durables	57
1.3 Formation à des modes de consommation et de production durables (jours/personne)	1 508
2.1 Réseau de modes de consommation et de production durables (nombre de gouvernements/organisations)	103
2.2 Activités de sensibilisation et de communication en faveur d'une consommation et une production durables	179
2.3 Production de connaissances et d'outils techniques	89
3.1 Intégration de la consommation et la production durables dans les politiques (nombre de gouvernements/organisations)	2
3.2 Suivi de la consommation et la production durables et établissement de rapports y afférents (nombre de gouvernements/organisations)	1

20. Au niveau international, la participation des parties prenantes a beaucoup augmenté en 2016, comme l'atteste le nombre accru d'experts et d'organisations participant aux groupes de travail du programme et aux séminaires en ligne organisés par le PNUE et ses partenaires.

21. En 2016, le nombre de jours de formation par personne s'est établi à 1 508, portant ainsi à 6 141 le nombre de jours de formation par personne au titre des marchés publics durables. Des cours de formation ont été dispensés par différents acteurs, notamment le PNUE, le Gouvernement du Costa Rica, le Gouvernement des Pays-Bas, l'Institut coréen de l'industrie et des technologies environnementales, la Fundación Centro de Gestión Tecnológica e Informática Industrial (CEGESTI), le Corvers Procurement Service, l'Ecoinstitut, le Green Electronics Council et l'Institut des Finances Basil Fuleihan.

Figure 3

**Ressources et outils de formation et de connaissances concernant le programme
Marchés publics durables (2016)**


22. En 2016, 89 outils et ressources de connaissances ont été enregistrés au titre du programme Marchés publics durables, portant ainsi le nombre total à 197. La majorité d'entre eux étaient des rapports, mais ils comptaient également des orientations, des outils techniques, des supports pédagogiques, des exposés sur des politiques, des manuels et d'autres matériels, dont des orientations à application mondiale ou régionale, dont « Acheter vert! Un manuel sur les marchés publics écologiques »² publié par la Commission européenne, « The procura+ manual: a guide to implementing sustainable procurement »³ élaboré par ICLEI-Local Governments for Sustainability, « Measuring and communicating the benefits of sustainable public procurement: baseline review and development of a guidance framework »⁴ élaboré par le PNUE.

23. Le rapport final sur le suivi de la mise en œuvre des marchés publics durables⁵ a été publié en février 2016 par le groupe de travail 2a. Le rapport contient : des recommandations aux fins de la mise en place de cadres et de systèmes efficaces de suivi des marchés publics durables au niveau institutionnel; des recommandations pour l'élaboration d'un cadre international permettant de faire état des progrès accomplis dans le domaine des marchés publics durables; des études de cas indiquant comment les gouvernements, à différents niveaux et dans différentes régions du monde, assurent le suivi de leurs programmes de marchés publics durables.

24. Un rapport sur la promotion de la participation des petites et moyennes entreprises aux marchés publics verts⁶ a été établi par le groupe de travail 2c, qui est dirigé par la Fundación Centro de Gestión Tecnológica e Informática Industrial. La publication de ce rapport a conclu les activités du groupe de travail en 2016.

² Consultable à l'adresse www.scpclearinghouse.org/resource/buying-green-handbook-green-public-procurement.

³ Consultable à l'adresse www.scpclearinghouse.org/resource/procura-manual-guide-implementing-sustainable-procurement.

⁴ Consultable à l'adresse www.scpclearinghouse.org/resource/measuring-and-communicating-benefits-sustainable-public-procurement-spp-baseline-review-and.

⁵ Consultable à l'adresse www.scpclearinghouse.org/resource/monitoring-sustainable-public-procurement-implementation.

⁶ Voir www.dropbox.com/s/y5f1dj844mqz453/Final_Report_10YFP_SPP_WG_3C.pdf?dl=0.

25. En 2015 et 2016, les acteurs du programme ont élaboré une nouvelle édition de « Global Review of Sustainable Public Procurement », qui paraîtra en 2017. S'appuyant sur les résultats de la première édition publiée en 2013, l'examen mondial visera à mesurer les progrès réalisés dans le domaine des marchés publics durables dans le monde au cours des trois dernières années.

26. Le groupe de travail sur l'introduction des appels d'offre pour marchés publics durables et sur le suivi de ses incidences (groupe 1a), créé en décembre 2016 et dirigé par ICLEI-Local Governments for Sustainability, sera un projet phare. Il appuiera les organismes chargés de passer les marchés en Asie de l'Est afin qu'ils acquièrent les meilleurs produits et services durables existants sur le marché, dans les secteurs importants au regard des réductions potentielles de la consommation d'énergie et des émissions de CO₂ ainsi que de leurs incidences sociales.

27. Un groupe de travail sur l'amélioration de la collaboration entre les marchés publics durables et les labels et normes de durabilité (groupe 4b2) a été inauguré en 2016 et est dirigé par ISEAL Alliance. Le groupe a pour objectif d'améliorer et de renforcer le dialogue entre les organismes œuvrant dans le domaine des normes et homologation en matière de durabilité et ceux qui s'occupent des marchés publics durables. Le groupe offre aux participants une plateforme leur permettant de mener des activités de sensibilisation, d'échanger des outils et bonnes pratiques, d'échanger des vues sur les problèmes rencontrés et de formuler des solutions innovantes pour renforcer les liens entre les marchés publics durables et les mécanismes d'écoétiquetage. En 2016, le groupe a élaboré deux bulletins d'information et séminaires en ligne : les premiers étaient axés sur des outils précis et des orientations pour les chargés des achats et les deuxièmes expliquaient comment les objectifs de développement durable offraient un nouveau cadre d'interaction pour les spécialistes de la passation des marchés publics et des normes de durabilité.

28. Afin d'approfondir le rapport entre le programme et les objectifs de développement durable, un appel à propositions a été lancé en 2016 s'agissant d'un groupe de travail qui serait chargé de recueillir des données et de mesurer l'indicateur 12.7.1 de l'objectif 12 sur le nombre de pays appliquant des politiques et plans d'action relatifs aux marchés publics durables.

29. En 2016, 27 activités de sensibilisation et de communication ont été menées, portant leur nombre total à 62. Il s'agissait notamment de campagnes de sensibilisation et de communication, d'activités dans les médias sociaux et de supports de communication. Dans le cadre des initiatives de sensibilisation, 9 séminaires en ligne ont été organisés en 2016 au titre du programme Marchés publics durables et ont atteint près de 1 000 personnes⁷. Grâce à des synergies avec les initiatives de marchés publics durables et d'écoétiquetage, plusieurs pays ont bénéficié du partage des connaissances et du renforcement des capacités fournis dans le cadre du programme Marchés publics durables à l'occasion de séminaires, réunions et conférences.

30. Des détails complets sur le portefeuille d'activités concernant les marchés publics durables et sur les partenaires concernés sont disponibles sur le Portail mondial de la consommation et de la production durables⁸.

⁷ Voir www.youtube.com/user/SCPCclearinghouse.

⁸ Voir www.sepclearinghouse.org/sustainable-public-procurement/portfolio-work.

B. Tourisme durable

31. Lancé à la fin 2014, le programme Tourisme durable est dirigé par l'Organisation mondiale du tourisme (OMT) et codirigé par les Gouvernements français, marocain et sud-coréen. Il est appuyé par un comité consultatif multipartite de 22 membres⁹ et rassemble 127 acteurs¹⁰. En 2016, à la fin du premier mandat biennal du comité consultatif, le mandat de 17 membres a été renouvelé et 5 nouveaux membres ont été élus.

32. Pendant sa deuxième année, le programme Tourisme durable a continué de servir de plateforme de collaboration regroupant les initiatives et partenariats existants et facilitant les nouvelles activités afin d'accélérer la transition vers des modes de consommation et de production durables dans le secteur du tourisme. En avril et septembre 2016, le comité consultatif multipartite a tenu deux réunions, lors desquelles il a finalisé la sélection des projets de fonds d'affectation spéciale. Il a lancé une publication annuelle en 2015. Il a également diffusé des orientations sur les appellations commerciales et appuyé, entre autres événements, l'organisation de la conférence annuelle du programme et du symposium international, tenu pendant la vingt-deuxième Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques en novembre 2016.

Tableau 3
Programme Tourisme durable (2016)

<i>Indicateur</i>	<i>Résultat total</i>
1.1 Projets appuyant les modes de consommation et de production durables	31
1.3 Formation à des modes de consommation et de production durables (jours/personne)	10 112
2.1 Réseau pour les modes de consommation et de production durables (nombre de gouvernements/organisations)	127
2.2 Activités de sensibilisation et de communication en faveur d'une consommation et d'une production durables	47
2.3 Production de connaissances et d'outils techniques	38
3.1 Consommation et production durables dans les politiques (nombre de gouvernements/organisations)	2
3.2 Suivi de la consommation et la production durables et établissement de rapports y afférents (nombre de gouvernements/organisations)	1
3.5 Engagements en faveur de la consommation et la production durables	185
3.6 Coordination en matière de consommation et de production durables (nombre de mécanismes)	1

33. Au total, en 2016, 47 acteurs du programme Tourisme durable ont rendu compte de leurs résultats au regard des indicateurs du Cadre décennal et ont associé plus de 135 activités au portefeuille et aux domaines d'activité afférents au programme. Parmi ces activités, ils ont fait état de 31 projets sur la consommation, la production et le tourisme durables, ayant bénéficié à plus de 33 pays. De manière générale, les projets alliaient des activités de renforcement des capacités et de sensibilisation (89 %), mettaient l'accent sur les cadres et outils de politique générale (61 %), la recherche (39 %) et les instruments financiers et les investissements (21 %).

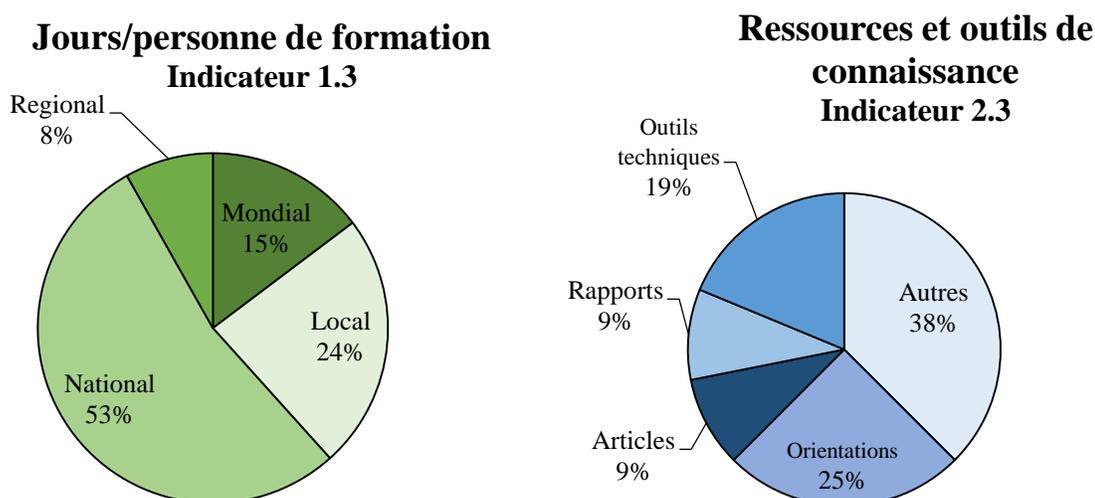
⁹ Voir <http://sdt.unwto.org/mac-10yfp-stp>.

¹⁰ Voir <http://sdt.unwto.org/partners-10yfp-stp>.

34. Entre autres thèmes, ils portaient sur : un système d'homologation pour l'octroi de certifications aux destinations touristiques sans obstacle ou durables (mis en place par le Ministère fédéral de l'environnement et le Ministère fédéral des affaires économiques et de l'énergie de la République fédérale d'Allemagne) ; des critères définissant le tourisme durable (Conseil mondial du tourisme durable); le tourisme côtier durable (Jlag); la prévention du gaspillage alimentaire (LightBlue Environmental Consulting); le rapport « Tendances et politiques du tourisme de l'OCDE 2016 »¹¹, comportant une section sur la consommation et la production durables (Organisation de coopération et de développement économiques); un programme de normes (Sustainable Travel International); l'initiative « We Water Experience » (Tesouros de Galicia); les normes transfrontières (The Tourism Company); l'épuisement des ressources en eau aux Maldives (TUI Group); l'initiative « Seychelles Protected Area Finance » (Programme des Nations Unies pour le développement).

Figure 4

**Ressources et outils de connaissance et de formation au titre du programme
Tourisme durable en 2016**



35. Les acteurs du programme tourisme durable ont dispensé 10 112 jours de formation par personne en 2016. Pour la plupart, les cours de formation portaient sur des thèmes nationaux (53 %) ou locaux (24 %), sur les changements climatiques (72 %), l'énergie (69 %), l'utilisation de matériaux (63 %), les déchets (63 %) et l'utilisation de l'eau (59 %). Ils ont notamment été dispensés par : l'Association brésilienne des voyageurs, la Federation of Community-Based Tourism Organizations, le cabinet de conseil « gutundgut gmbh », l'Institut de la Francophonie pour le développement durable, l'Association japonaise de l'éco-hébergement, le Réseau kenyan du tourisme rural, la Korea Ecotourism Society, NATH Inc., le Conseil national pour le développement durable du Honduras, l'Organisation touristique de la région d'Afrique australe, la Society for Sustainable Tourism & Development Inc., Tourisk Inc., Butterfly Tourism, Udyama et le Vietnam Cleaner Production Centre.

¹¹ Consultable à l'adresse www.oecd.org/cfe/tourism/oecd-tourism-trends-and-policies-20767773.htm.

36. En 2016, les acteurs du programme Tourisme durable ont élaboré 32 supports de connaissance et outils techniques aux fins de la consommation et la production durables, y compris des orientations, des normes, des rapports et des articles de journaux. Parmi ces ressources, 34 % concernaient des questions de portée mondiale.

37. Parmi les orientations pertinentes, on citera notamment : « The Responsible Tourist » (Le touriste responsable) (Spenceley Tourism and Development); the « Green trekking code of conduct » (Le code de conduite du randonneur respectueux de l'environnement) (Sustainable Tourism Foundation, Pakistan); « Make it count: guide for outbound tour operators and ground agents » (Des gestes qui comptent : guide à l'intention des organisateurs de voyages à l'étranger et des agents de terrain) (The Travel Foundation); « Energy efficiency tips for hotel staff » (Conseils d'économie d'énergie pour le personnel hôtelier) (Organisation mondiale du tourisme).

38. Parmi les outils techniques produits en 2016, on citera : un calculateur de carbone pour les voyageurs (Association néerlandaise des voyageurs); des critères de certification volontaire (Fair Trade Tourism); des mémoires de recherche sur l'utilisation efficace des ressources (International Centre for Responsible Tourism); une évaluation des émissions de carbone de l'industrie des transports et de l'hébergement (Ministère du tourisme des Bahamas); des outils de diagnostic des meilleures pratiques pour les microentreprises et les petites et moyennes entreprises (Rainforest Alliance) et le Global Sustainable Tourism Dashboard, créé pour suivre le développement du tourisme durable (World Travel and Tourism Council).

39. Les acteurs du programme Tourisme durable ont effectué un total de 43 activités de sensibilisation et de communication en 2016, touchant ainsi 700 000 personnes. La majorité (52 %) des manifestations ont été organisées par des acteurs comme le China Lab for Architecture and Urban Studies de l'Université de Pavie (Italie) et DEFISMED. Les campagnes de communication (31 %) ont été menées par des acteurs comme l'African Union of Conservationists, l'European Alliance for Responsible Tourism and Hospitality, l'Association italienne du tourisme responsable et Waponi/Tropic Ecuador. Les activités dans les médias sociaux (24 %) ont été menées par des acteurs tels que Amigos de Sian Ka'an.

40. Parmi les activités pertinentes de sensibilisation et de communication, on notera : des orientations sur les meilleures pratiques pour le tourisme dans les zones protégées (établies par le groupe Tourism and Protected Areas Specialist (TAPAS) de l'Union internationale pour la conservation de la nature); le rapport annuel Villages Nature – Val d'Europe; le portail du tourisme durable du Ministère du tourisme de Croatie; des séminaires en ligne sur le climat, mis au point par le PNUE avec l'appui financier du Gouvernement français (Ministère de l'environnement, de l'énergie et de la mer)¹².

41. Parmi les initiatives visant à faire progresser l'intégration de la consommation et la production durables dans les politiques, on citera : l'action du Ministère marocain du tourisme pour l'instauration d'une Charte africaine du tourisme durable et responsable, qui a été adoptée par 25 pays d'Afrique en novembre 2016 à l'occasion de la vingt-deuxième Conférence des Parties¹³.

¹² Consultable à l'adresse : <http://sdt.unwto.org/webinars-10yfp-stp>.

¹³ Voir <http://media.unwto.org/press-release/2016-11-14/african-tourism-ministers-adopt-african-charter-sustainable-and-responsible>.

42. Parmi les principaux engagements en matière de consommation et de production durables, pris à haut niveau en 2016, on citera la Déclaration de Beijing sur le tourisme durable comme moteur du développement et de la paix¹⁴ et la Déclaration de Pétra sur l'investissement dans le tourisme pour un avenir où chacun aura sa place¹⁵. La nécessité d'accélérer la transition vers des modes de consommation et de production durables dans le secteur du tourisme a été explicitement évoquée dans chacune des déclarations, qui ont été adoptées par des représentants de gouvernements, du secteur privé et de la société civile, l'une comme document final de la première Conférence mondiale sur le tourisme pour le développement, l'autre comme document final de la conférence régionale organisées sur le thème « Investir dans le tourisme pour un avenir où chacun ait sa place : défis et possibilités ».

43. Des renseignements complets sur le portefeuille d'activités du programme Tourisme durable seront disponibles sur le Portail mondial de la consommation et de la production durables¹⁶ et dans la publication annuelle du programme Tourisme durable pour l'année 2016, qui paraîtra à la mi-2017¹⁷.

C. Systèmes alimentaires durables

44. Le programme Systèmes alimentaires durables, lancé en octobre 2015, est copiloté par l'Office fédéral de l'agriculture de la Confédération suisse, le Département du commerce et de l'industrie de l'Afrique du Sud et le Fonds mondial pour la nature. Il s'appuie sur un comité consultatif multipartite de 23 membres et compte 116 partenaires représentant tous les groupes d'acteurs.

45. En 2016, les activités entreprises au titre du programme ont visé principalement à renforcer les structures requises pour rendre le programme opérationnel tout en servant de plateforme facilitant la collaboration, le dialogue et la coopération multipartites entre ses membres. Lors de trois réunions du comité consultatif multipartite, tenues en mars, juin et octobre 2016, le mandat, les priorités, la thématique et les projets du programme ont été adoptés tels que présentés ci-après. Un cadre de suivi et d'évaluation, une stratégie de mobilisation des ressources et une stratégie de communication ont également été proposés et examinés pour le programme.

46. En juin 2016, cinq grands thèmes conduisant à des changements systémiques durables dans le système alimentaire mondial ont été approuvés pour orienter les actions du programme, à savoir : régimes alimentaires durables; durabilité tout au long des chaînes de valeur alimentaires; réduction des pertes et du gaspillage de denrées alimentaires; plateformes multipartites aux niveaux local, national et régional, et systèmes de production alimentaire résilients, inclusifs et diversifiés. En outre, deux catégories de projets ont été identifiées, comme suit : initiatives de base; projets et activités apparentés.

47. En ce qui concerne le cadre des indicateurs de succès, le programme a dégagé les données sur les résultats de 2016 suivants :

¹⁴ Consultable à l'adresse : http://ilo.org/global/docs/WCMS_542921/lang--en/index.htm.

¹⁵ Consultable à l'adresse : <http://middle-east.unwto.org/node/45870>.

¹⁶ Voir www.scpclearinghouse.org/sustainable-tourism/portfolio-work.

¹⁷ Voir <http://sdt.unwto.org/annualreport-10yfp-stp>.

Tableau 4
programme Systèmes alimentaires durables (2016)

<i>Indicateur</i>	<i>Total</i>
1.1 Projets appuyant des modes de consommation et de production durables	19
1.3 Formation aux modes de consommation et de production durables (jours/personne)	12 500
2.1 Réseau de consommation et de production durables (nombre de gouvernements/organisations)	116
2.2 Activités de sensibilisation et de communication en faveur de la consommation et la production durables	15
2.3 Production de connaissances et d'outils techniques	2
3.1 Intégration de la consommation et la production durables dans les politiques (nombre de gouvernements/organisations)	3
3.6 Coordination relative aux modes de consommation et de production durables (nombre de mécanismes)	2

48. Les membres du comité consultatif multipartite ont recensé huit projets ou idées de projet au titre des initiatives de base¹⁸, dont plusieurs ont donné lieu à des activités qui sont en cours de mise en œuvre ou déjà financées (voir la liste au tableau 5 ci-dessous).

Tableau 5
Initiatives de base au titre du programme Systèmes alimentaires durables

<i>Titre de l'initiative</i>	<i>Chef(s) de file</i>
1 Les régimes alimentaires durables dans le contexte des systèmes alimentaires durables	FAO et PNUE
2 Une gastronomie saine et durable, principal moteur des systèmes alimentaires durables	Gouvernement costaricien, HIVOS, IFOAM-Organics International, Smaackmakers, CACORE et Institut national de la biodiversité du Costa Rica (INBio)
3 La durabilité tout au long des chaînes de valeur : identifier et promouvoir les initiatives locales reliant les petits producteurs et les consommateurs	FAO
4 Compléter les évaluations existantes de la viabilité de la chaîne de valeur : mesurer, communiquer et mettre en valeur la biodiversité dans les systèmes alimentaires	Nestlé
5 Réaliser la cible 12.3 sur la réduction des pertes de produits alimentaires et du volume de déchets alimentaires	PNUE, FAO
6 Mettre nos enfants à table : explorer la voie vers des systèmes alimentaires plus durables grâce à une action multipartite	HIVOS, BioVision, PNUE
7 Les systèmes alimentaires durables : quid des agriculteurs?	FAO, PNUE, BioVision
8 Le programme du système de produits biologiques : les systèmes alimentaires biologiques, modèles et laboratoires vivants des processus de transformation vers des systèmes alimentaires durables	Food Quality and Health Association (FQH), Building Ecological Regenerative Agriculture and Societies (BERAS)-International, IFOAM-Organics International

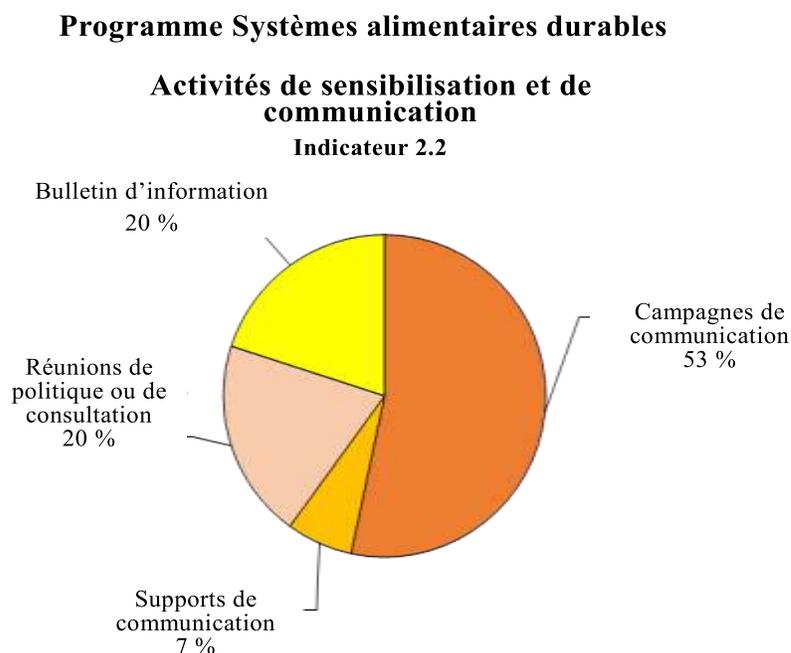
¹⁸ Voir <http://www.scpclearinghouse.org/sustainable-food-system/core-initiatives-sfs-programme>.

49. Le premier projet apparenté a été approuvé par le comité consultatif multipartite en octobre 2016¹⁹. En décembre, 15 autres contributions ont été reçues; elles n'avaient pas encore été évaluées ni approuvées en janvier 2017.

50. Le programme a donné lieu à l'organisation de 47 activités de sensibilisation et de communication en 2016, pour la plupart menées dans le cadre de campagnes. Il a également donné lieu à l'établissement de bulletins d'information, de supports de communication tels que brochures et d'un site Web qui lui est consacré ainsi qu'à l'organisation de réunions de politique et de consultation. Le programme a été représenté à une réunion de parties prenantes suisses; à la huitième réunion du Réseau de l'OCDE pour l'analyse de la filière alimentaire sur la réduction des pertes et du gaspillage de denrées alimentaires au niveau du commerce de détail et de la fabrication; à une manifestation tenue en marge du Forum politique de haut niveau sur les options et les défis en matière de consommation durable; au Forum Origine, diversité et territoires; à un atelier du Forum EAT; à une manifestation parallèle du Comité de l'agriculture de la FAO, et à une réunion-débat de la Chatman House.

Figure 5

Activités de sensibilisation et de communication organisées dans le cadre du programme Systèmes alimentaires durables en 2016



51. Dans le domaine des connaissances et des outils techniques, le programme a donné lieu à l'organisation, en 2016, d'un cours en ligne ouvert à tous sur « L'alimentation et notre avenir : des systèmes alimentaires durables en Asie du Sud-Est²⁰ ». En outre, un atelier a été organisé par la FAO et le PNUE, avec l'appui de la Suisse, afin d'examiner les contributions potentielles que l'organisation, le fonctionnement et la gouvernance des chaînes de valeur alimentaires pourraient apporter à la durabilité des systèmes alimentaires; l'atelier a donné lieu à l'établissement d'un rapport.

¹⁹ Voir www.scpclearinghouse.org/sustainable-food-system/affiliated-projects-sfs-programme.

²⁰ Voir www.futurelearn.com/courses/food-systems-southeast-asia.

52. Le programme fait état de trois politiques ou instruments adoptés ou mis en œuvre en Argentine : a) un programme de recadrage industriel; b) un programme national de lutte contre les pertes et le gaspillage de denrées alimentaires; c) une agence nationale de promotion scientifique et technologique.

53. L'ONU a indiqué qu'elle allait renforcer son appui au programme. Dans sa résolution 70/223 sur le développement agricole, la sécurité alimentaire et la nutrition, l'Assemblée générale a salué le lancement du programme. À sa vingt-cinquième session²¹, le Comité de l'agriculture a demandé à la FAO de renforcer ses travaux sur les systèmes alimentaires durables en relation avec le Cadre décennal.

54. Des détails complets sur le portefeuille d'activités concernant les systèmes alimentaires durables et sur les partenaires concernés sont disponibles sur le Portail mondial de la consommation et de la production durables²².

D. Information consommateurs sur les modes de consommation et de production durables

55. Le programme Information consommateurs sur les modes de consommation et de production durables, copiloté par les Gouvernements allemand et indonésien et Consumers International, a été lancé en juillet 2014. Il est appuyé par un comité consultatif multipartite de 20 membres et compte 84 partenaires. Au terme de son mandat de deux ans, en décembre 2016, le comité consultatif multipartite a confirmé huit nouveaux membres.

56. Le programme sert de plateforme mondiale facilitant la communication d'informations de qualité sur les produits et services durables ainsi que l'élaboration et la mise en œuvre des stratégies les plus efficaces pour convaincre les consommateurs d'adopter des pratiques de consommation durable. Il renforce et rehausse le profil des politiques, stratégies, projets et partenariats pertinents, tout en créant des synergies et en renforçant la coopération entre différentes parties prenantes pour mobiliser les ressources collectives au service d'objectifs communs.

57. En ce qui concerne le cadre des indicateurs de succès, le programme a dégagé les données sur les résultats de 2016 suivants :

Tableau 6
programme Information consommateurs sur les modes de consommation et de production durables (2016)

<i>Indicator</i>	<i>Total</i>
1.1 Projets appuyant des modes de consommation et de production durables	4
1.3 Formation aux modes de consommation et de production durables (jours/personne)	38
2.1 Réseau de consommation et de production durables (nombre de gouvernements/organisations)	84
2.2 Activités de sensibilisation et de communication en faveur de la consommation et la production durables	23
2.3 Production de connaissances et d'outils techniques	20
3.1 Intégration de la consommation et la production durables dans les politiques (nombre de gouvernements/organisations)	1

²¹ Voir <http://www.fao.org/3/a-mr949f.pdf>.

²² Voir www.sepclearinghouse.org/sustainable-food-system/portfolio-work.

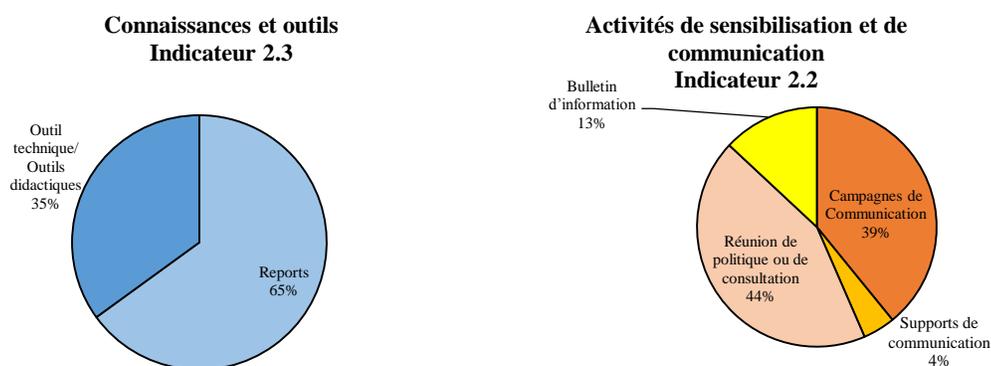
<i>Indicator</i>	<i>Total</i>
3.4 Changements dans les pratiques aux fins de la consommation et la production durables	10
3.6 Coordination relative aux modes de consommation et de production durables (nombre de mécanismes)	6

58. En 2016, on a signalé la production de 20 supports de connaissances et outils techniques – soit 13 rapports et 7 outils techniques sur des thèmes tels que l'éco-étiquetage et les cycles de vie des produits – par ou en relation avec le programme. Il y a lieu de citer, notamment, un rapport sur les principaux critères de durabilité pour le papier, les meubles en bois et les produits de nettoyage applicables par les pays du cône Sud et pertinents pour leur contexte²³; un rapport sur les éco-étiquettes de groupes de produits prioritaires élaborées, en République de Moldova, dans le cadre du Projet sur les pratiques durables de passation des marchés publics et l'éco-étiquetage et du Programme de promotion d'économies respectueuses de l'environnement dans les pays d'Europe orientale voisins de l'Union européenne (EaP Green), et un rapport sur les possibilités de création et d'expansion dans le monde des réseaux nationaux de cycle de vie²⁴, élaboré dans le cadre de l'initiative sur le cycle de vie lancée par le PNUE avec la Society of Environmental Toxicology and Chemistry, qui évalue l'état des réseaux de cycles biologiques et de l'élaboration de bases de données sur l'analyse du cycle de vie dans le monde.

Figure 6

Connaissances et outils, et activités de sensibilisation et de communication mis au point au titre du programme Information consommateurs sur les modes de consommation et de production durables en 2016

Programme Information consommateurs sur les modes de consommation et de production durables



59. Des supports de formation sur l'éco-étiquetage et le respect des critères de durabilité des marchés publics ont été élaborés en 2016 dans le cadre du Projet sur les pratiques durables de passation des marchés publics et l'éco-étiquetage. Le projet fournit une assistance technique au secteur privé, en particulier aux petites et

²³ Disponible à l'adresse suivante : www.scpclearinghouse.org/resource/cono-sur-propuesta-de-criterios-de-sustentabilidad-clave.

²⁴ Disponible à l'adresse suivante : www.lifecycleinitiative.org/wp-content/uploads/2016/10/mapping-publication-9.10.16-web.pdf.

moyennes entreprises, pour les aider à satisfaire les critères de durabilité et couvre des sujets tels que les critères d'une consommation et d'une production durables, l'éco-étiquetage et les normes de durabilité volontaires, les approches du cycle de vie, l'éco-innovation, une production verte, la responsabilité sociale et la commercialisation, et une stratégie d'amélioration de la compétitivité internationale. La formation a également été dispensée au personnel de 38 petites et moyennes entreprises de Colombie.

60. En 2016, un total de 23 activités de sensibilisation et de communication – notamment l'organisation d'ateliers et l'élaboration de brochures, de bulletins d'information sur les projets et programmes et la tenue de consultations – ont été menées par des acteurs dans le cadre du programme Information consommateurs sur les modes de consommation et de production durables.

61. En ce qui concerne les politiques, la Colombie a élaboré un plan d'action national pour l'éco-étiquetage visant à la mise en œuvre d'un écolabel colombien en tant qu'instrument gouvernemental volontaire visant à promouvoir les biens et les services à faible impact sur l'environnement. Le plan d'action est une des principales stratégies et directives visant à réglementer l'éco-étiquetage dans le pays et constitue une feuille de route pour orienter l'action des secteurs public et privé dans les années à venir.

62. En ce qui concerne les changements dans les pratiques, un label introduit en France pour calculer et signaler l'impact environnemental des hôtels a été appliqué avec succès dans 10 projets pilotes au Maroc, avec l'appui de l'Initiative internationale pour le climat. Les hôtels évaluent leur empreinte écologique et la signalent par un label indiquant leurs résultats en ce qui concerne la consommation d'eau, l'impact sur le changement climatique, l'exploitation des ressources et l'utilisation de produits munis du label « bio ». Les activités sont exécutées conjointement avec le programme Tourisme durable.

63. Les principales activités entreprises pour améliorer la disponibilité, l'accessibilité et la qualité de l'information consommateurs et pour créer une base d'informations crédibles ont visé : a) à réunir plus de 35 institutions dans le cadre de consultations afin d'élaborer des directives applicables à la communication d'informations sur la durabilité des produits, qui ont permis d'obtenir des retours d'information auprès de plus de 90 parties prenantes dans le cadre d'une consultation mondiale; b) à appuyer la mise en place d'un cadre méthodologique pour l'analyse des points névralgiques au niveau des produits et des secteurs, conjointement avec l'initiative sur le cycle de vie. Les directives et le cadre méthodologique devraient être publiés en 2017.

64. En ce qui concerne les initiatives adoptées pour faire advenir dans les gouvernements et les entreprises les changements nécessaires pour que l'information consommateurs soit conforme aux meilleures pratiques, le programme a donné lieu à l'élaboration d'un rapport sur l'allongement de la durée de vie des produits, à paraître en 2017. Le programme a permis d'appuyer, en collaboration avec le Programme pour les achats publics durables, les activités d'un groupe de travail sur les achats publics durables et sur l'utilisation d'éco-étiquettes et de normes de durabilité volontaires.

65. En ce qui concerne les activités visant à intensifier la communication pour amener des changements de comportement et la transition de l'information reçue à l'action concrète, le programme : a) a donné lieu au lancement d'un groupe de travail sur la communication des impacts sociaux des produits, codirigé par New Earth, le Centre commun de recherche de la Commission européenne et le PNUE, avec la participation de 35 experts; b) a appuyé l'élaboration du rapport du Cadre

décennal sur les modes de consommation différents et durables et des indications comportementales pour l'élaboration de politiques.

66. Des détails complets sur le portefeuille d'activités concernant les modes de consommation et de production durables et sur les partenaires concernés sont disponibles sur le Portail mondial de la consommation et de la production durables²⁵.

E. Modes de vie durables et éducation

67. Le programme Modes de vie durables et éducation, copiloté par le Ministère japonais de l'environnement, le Gouvernement suédois et le Fonds mondial pour la nature, a été lancé en novembre 2014. La Suède et le Japon ont chargé l'Institut de Stockholm pour l'environnement et l'Institut des stratégies environnementales mondiales, respectivement, de sa coordination. Il est appuyé par un comité consultatif multipartite de 21 membres et compte 76 partenaires.

68. Les activités au titre du programme visent à : a) développer et reproduire des modes de vie durables, sobres en carbone; b) enseigner les différents modes de vie durables possibles; c) transformer les modes de vie actuels et ceux des générations futures. Le plan d'action Modes de vie durables et éducation pour la période 2016-2017 repose sur les trois grands piliers suivants : a) sensibilisation et communication; b) collecte et mobilisation de fonds; c) exécution de projets. Toutes les activités prévues au titre du programme reposent sur ces trois piliers.

69. En ce qui concerne le cadre des indicateurs de succès, le programme Modes de vie durables et éducation a permis d'obtenir les résultats suivants pour 2016 :

Tableau 7
programme Modes de vie durables et éducation

<i>Indicateur</i>	<i>Total</i>
1.1 Projets appuyant des modes de consommation et de production durables	6
1.3 Formation à des modes de consommation et de production durables (jours/personne)	1 600
2.1 Réseau des modes de consommation et de production durables (nombre de gouvernements/organisations)	76
2.2 Activités de sensibilisation et de communication en faveur de la consommation et la production durables	8
2.3 Production de connaissances et d'outils techniques	11

70. Le programme Modes de vie durables et éducation a donné lieu en 2016 à l'élaboration de 17 projets, qui devraient être lancés en 2017. Ce sont concrètement 6 projets choisis parmi des propositions faites au titre du Fonds d'affectation spéciale, 7 projets sélectionnés dans le cadre d'un appel à propositions sur les modes de vie pauvres en émissions de carbone bénéficiant du soutien du Gouvernement japonais, et 4 projets, également soutenus par le Gouvernement japonais, qui contribuent à la réalisation des objectifs du programme.

71. Le programme Modes de vie durables et éducation a donné lieu à l'élaboration, en 2016, de 11 ressources et outils de connaissances, dont une série de boîtes à outils visant à appuyer l'intégration de modes de vie durables dans

²⁵ Voir www.scpclearinghouse.org/consumer-information-scp/portfolio-work.

l'éducation, une trousse de travail sur les modes de vie durables aux niveaux local et municipal, et trois rapports.

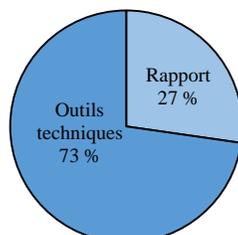
72. Les trois rapports publiés en 2016 permettront de mieux comprendre en quoi consistent les modes de vie durables et d'en accélérer l'adoption généralisée. Il s'agit d'un rapport du PNUE sur les déterminants et les stratégies d'un cadre pour la conception de modes de vie durables²⁶, d'une note d'orientation établie par l'Institut de Stockholm pour l'environnement sur les villes durables et les enseignements tirés d'une initiative suédoise entreprise au niveau communautaire²⁷, et d'un rapport du PNUE sur les principes et les pratiques émergentes en matière de promotion et de communication des modes de vie durables²⁸.

Figure 7

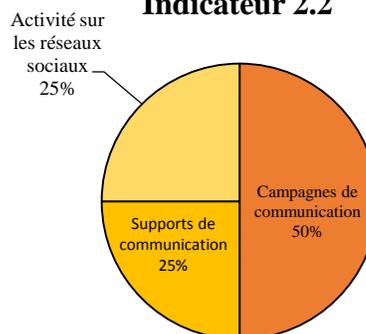
Connaissances, outils et activités de sensibilisation et de communication signalés par le programme Modes de vie durables et éducation en 2016

Programme Modes de vie durables et éducation

Connaissances et outils Indicateur 2.3



Activités de sensibilisation et de communication Indicateur 2.2



73. En 2016, huit activités de sensibilisation et de communication ont été menées par des acteurs du programme Modes de vie durables et éducation. Ces activités étaient, à 50 %, des campagnes de communication, comme l'organisation de conférences et d'ateliers ou la participation à ceux-ci. Le reste des activités se répartissait comme suit : création et tenue à jour de matériels de communication (25 %) – notamment la mise au point d'une série de modèles et de bulletins

²⁶ Disponible à l'adresse suivante : www.scpclearinghouse.org/resource/framework-shaping-sustainable-lifestyles-determinants-and-strategies.

²⁷ Disponible à l'adresse suivante : www.sei-international.org/mediamanager/documents/Publications/NEW/SEI-PB-2016-Hokarangen-web.pdf.

²⁸ Disponible à l'adresse suivante : www.climateaccess.org/sites/default/files/UN%20Fostering%20Communicating%20Sust%20Lifestyles%20Dec%202016.pdf.pdf.

d'information sur les modes de vie durables et l'éducation – et activité sur les réseaux sociaux (25 %) – notamment la création et la mise à jour des contenus d'un canal YouTube et d'un compte Facebook.

74. Sur le plan politique, la Suède a adopté en 2016 une stratégie nationale sur la consommation durable, qui met l'accent sur ce que l'État peut faire, en collaboration avec les municipalités, le secteur privé et la société civile, pour encourager la durabilité auprès des consommateurs. Le programme Modes de vie durables et éducation, représenté par l'Institut de Stockholm pour l'environnement, a fourni au Gouvernement et à d'autres groupes de parties prenantes pertinentes des informations sur la stratégie dans le cadre de plusieurs projets, manifestations et réunions de réseautage.

75. Le Groupe de travail sur l'éducation aux modes de vie durables a élaboré un plan d'action qui sera mis en œuvre en 2016, moyennant un très faible apport de ressources, et qui s'appuie sur les activités actuellement entreprises ou prévues par les partenaires du programme Modes de vie durables et éducation et par le Partnership for Education and Research about Responsible Living. Entre autres activités entreprises à ce titre, il y a lieu de citer la collaboration pour la tenue d'une vingtaine de cours et conférences ayant trait à l'éducation à des modes de vie durables, la contribution à 15 articles spécialisés, et la participation à plusieurs manifestations et campagnes de communication entreprises avec les autorités nationales pour promouvoir l'éducation à des modes de vie durables.

76. L'Institut de Stockholm pour l'environnement et la Berghs School of Communications ont collaboré à la création d'un cours d'enseignement sur les modes de consommation et de vie durables destiné aux étudiants de tous les programmes et niveaux d'enseignement de l'école. Les étudiants ont été invités à sélectionner une entreprise et à mettre au point pour elle un concept commercial destiné à promouvoir des modes de vie durables qui soit porteur de valeur ajoutée pour l'entreprise et le consommateur.

77. Le programme Modes de vie durables et éducation a donné lieu à l'élaboration d'un projet, qui sera lancé en 2017, sur l'étude de modes de vie à faibles émissions de carbone et d'instruments permettant d'assurer leur adoption. Par ce projet, on cherche à élaborer des descriptions complètes d'options concernant les modes de vie durables et les moyens de les mettre en œuvre, notamment au moyen : a) d'une analyse empirique des politiques, instruments et cadres actuels qui peuvent favoriser la transition vers des modes de vie durables; b) d'une évaluation de scénarios futurs de modes de vie durables scientifiquement éprouvés et d'un cadre pour l'étude et l'élaboration de tels scénarios. Un autre projet sur le suivi et l'évaluation de l'impact en termes de durabilité (notamment la réduction des émissions de CO₂) et l'évolutivité des projets sur les modes de vie durables sera également lancé en 2017.

78. Des détails complets sur le portefeuille d'activités concernant les modes de vie durables et l'éducation et sur les partenaires concernés sont disponibles sur le Portail mondial de la consommation et de la production durables²⁹.

F. Aménagement et construction durables

79. Le programme Aménagement et construction durables lancé en avril 2015 est dirigé par la Finlande et codirigé par le PNUE, le Royal Melbourne Institute of Technology et le Conseil mondial du bâtiment durable. Il est soutenu par un comité consultatif multipartite de 19 membres.

²⁹ Voir www.scpclearinghouse.org/sustainable-lifestyles-and-education/portfolio-work.

80. Les objectifs du programme sont les suivants : a) créer, promouvoir et faire jouer des conditions qui soient favorables aux politiques d'aménagement et de construction durables; b) soutenir et promouvoir le logement durable; c) renforcer la viabilité des chaînes d'approvisionnement du secteur du bâtiment et d) atténuer les effets du changement climatique et renforcer la résilience climatique du secteur du bâtiment et de la construction. Le plan de travail du programme pour la période 2015-2016 est centré sur la mise en œuvre des projets, l'engagement des partenaires, la mobilisation des ressources et la communication. Les deux principales activités en 2016 ont été l'élaboration de projets pour exécution et l'information, la sensibilisation et la diffusion de l'information.

81. En ce qui concerne les indicateurs de succès du Cadre décennal, le programme Aménagement et construction durables a communiqué les données suivantes sur les résultats de 2016 :

Tableau 8

Programme Aménagement et construction durables (2016)

<i>Indicateur</i>	<i>Total</i>
1.1 Projets appuyant des modes de consommation et de production durables	3
1.3 Formation à des modes de consommation et de production durables.	163
2.1 Réseau de modes de consommation et de production durables (nombre de gouvernements/organisations)	35
2.2 Activités de sensibilisation et de communication en faveur de la consommation et de la production durables	31
2.3 Production de connaissances et d'outils techniques	2
3.1 Intégration de la consommation et la production durables dans les politiques (nombre de gouvernements/organisations)	14
3.3 Pédagogie des modes de consommation et de production durables (nombre de pays)	5
3.5 Engagements en faveur de la consommation et de la production durables	1
3.6 Coordination relative aux modes de consommation et de production durables (nombre de mécanismes)	1

82. Trois projets du fonds d'affectation spéciale ont démarré en 2016 dans cinq pays couvrant trois régions. Ils ont été choisis sur la base de leurs objectifs d'ensemble, à savoir intégrer les instruments de politique générale dans leurs zones géographiques. Le programme Aménagement et construction durables a également retenu neuf autres propositions de projets soumises au Fonds d'affectation spéciale pour financement et a approuvé trois propositions phares sur : (a) les grandes interventions urbaines à travers le logement social durable, projet dirigé par le Programme des Nations Unies pour les établissements humains (ONU-Habitat) et approuvé par le Gouvernement éthiopien; b) la transformation du marché pour l'efficacité énergétique des bâtiments, dirigé par le Conseil mondial des entreprises pour le développement durable; c) les programmes d'études dans le domaine de l'environnement bâti, dirigé par le Royal Melbourne Institute of Technology.

83. L'activité pédagogique de sensibilisation à l'aménagement et à la construction durables a permis d'informer 2 260 experts lors de plus de 31 rencontres et manifestations. Le programme Aménagement et constructions durables a notamment organisé des réunions à la troisième Conférence des Nations Unies sur le logement et le développement urbain durable ainsi qu'une manifestation en marge de la vingt-deuxième session de la Conférence des Parties à la Convention sur les changements climatiques. A la troisième Conférence sur le logement et le développement urbain

durable, le programme a appuyé un projet de démonstration d'utilisation de matériaux locaux et de construction durable dans le contexte urbain de Quito. Un forum spécial et un atelier ont été organisés lors du vingtième Congrès mondial du Conseil international pour la recherche et l'innovation dans le bâtiment (CIB) et à la Conférence internationale de 2016 sur l'environnement bâti durable (SBE16), respectivement. Le programme a aussi organisé cinq sessions de formation pour un total de 465 participants, soit l'équivalent de 163 jours-personne de formation.

84. Le programme a produit du matériel de communication notamment brochures, dépliants, présentations, affiches et deux vidéos.

85. En ce qui concerne les connaissances et les outils, le programme a élaboré un outil de conception de l'écologement « SHERPA » pour le Burkina Faso, le Kenya et le Népal et a produit un rapport sur le renforcement des codes de la construction nationaux au niveau local pour la vallée d'Aburrá en Colombie.

86. Le programme aidera 14 gouvernements et d'autres organisations à avancer dans l'élaboration, l'adoption ou la mise en œuvre de politiques en faveur de modes de consommation et de production durables. Les mesures à définir concernent notamment la construction durable en Colombie, le logement durable et abordable au Burkina Faso, au Kenya et au Népal, et la généralisation du logement social durable en Inde.

87. Dans le domaine de l'éducation, le programme Aménagement et constructions durables aide cinq pays de la région Asie-Pacifique à inscrire les principes de consommation et de production durables dans les pratiques pédagogiques en examinant le rôle des programmes d'études de l'environnement bâti dans la région et plus particulièrement la place de l'architecture, de l'ingénierie et de la planification. Cette initiative choisit une approche institutionnelle en s'adressant aux secteurs industriels, aux gouvernements et aux universités pour changer les programmes. Des études de cas ont été réalisées en Chine, en Indonésie, aux Philippines, à Sri Lanka et en Thaïlande. L'étape suivante consiste à utiliser ces informations pour faire des études pilotes de mise à l'essai des programmes modifiés.

88. Le programme Aménagement et construction durables préside l'équipe spéciale chargée du suivi et de l'évaluation des indicateurs de succès du Cadre décennal.

89. Il est membre de l'Alliance mondiale pour les bâtiments et la construction.

90. Des informations plus détaillées sur les activités relatives à l'aménagement et à la construction durables et sur le portefeuille de projets des partenaires sont consultables sur le site Web de la plateforme consommation et production durables³⁰.

G. Initiatives régionales et nationales

91. Le rapport pilote sur les indicateurs de succès du Cadre indique que 215 gouvernements et autres organisations avancent dans l'élaboration, l'adoption ou la mise en œuvre de politiques de consommation et de production durables.

92. En étroite collaboration avec les coordonnateurs nationaux, le secrétariat du Cadre a conduit en 2015 la première enquête mondiale sur les politiques et initiatives nationales en faveur des modes de consommation et de production durables (phase pilote), qui contribuera à établir une base de référence des

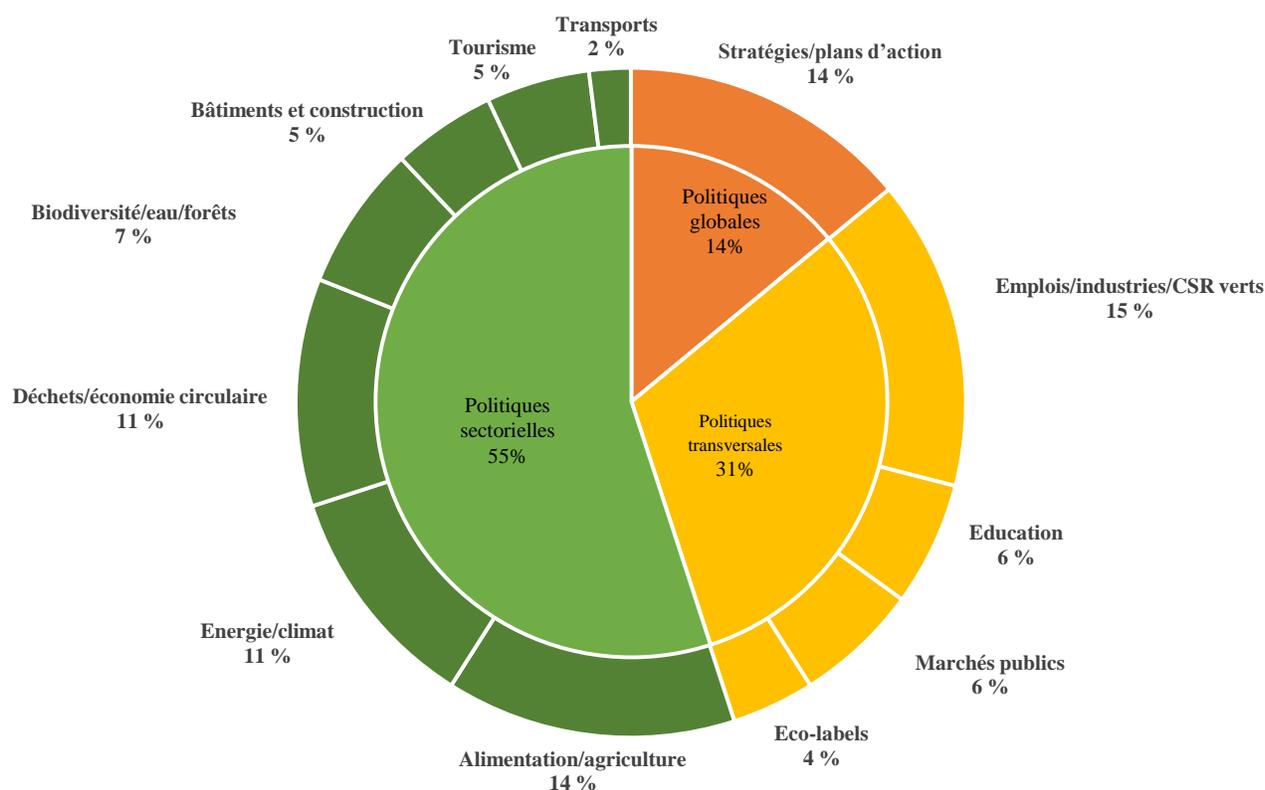
³⁰ Voir <http://www.scpclearinghouse.org/sustainable-food-system/core-initiatives-sfs-programme>.

politiques de consommation et de production durables dans le monde. L'objectif de l'enquête était de faire le point de ces politiques et des initiatives engagées par les gouvernements et les institutions publiques et d'étudier les possibilités de transposition à plus grande échelle. Près de 50 pays et l'Union européenne a participé à la phase pilote entre la fin de 2015 et de 2016, avec des rapports sur 273 politiques et initiatives nationales de consommation et de production durables décidées par des gouvernements et des institutions publiques. La base de référence des politiques de consommation et de production durables reste à déterminer, mais la capacité du Cadre décennal à répondre globalement aux besoins des pays de façon plus ciblée devrait normalement augmenter.

Figure 8

Répartition par catégorie des politiques figurant dans l'enquête mondiale sur les politiques et les initiatives nationales en 2015

Initiatives aux niveaux régional et national



93. Le réseau des coordonnateurs nationaux du Cadre décennal a été activé par une série de réunions multipartites régionales et sous-régionales, d'ateliers de renforcement des capacités et des outils ainsi que, dans certains cas, par un appui à la coordination interministérielle nationale dans le domaine de la consommation et la production durables. La participation des coordonnateurs nationaux, qui représentent officiellement leurs gouvernements dans le cadre d'un mandat intergouvernemental, a contribué à renforcer et institutionnaliser les plateformes régionales existantes de la consommation et de la production durables, dont les tables rondes régionales de la consommation et la production durables en Afrique et dans la région de l'Asie et du Pacifique, et le Conseil régional d'experts

gouvernementaux sur la consommation et la production durables en Amérique latine et dans les Caraïbes.

94. Des feuilles de route et stratégies régionales pour la consommation et la production durables et la mise en œuvre du Cadre décennal ont été élaborées et lancées en 2016, notamment la feuille de route régionale Asie-Pacifique pour la consommation et la production durables (2016-2018), avec l'appui du Cadre décennal, et la feuille de route Amérique latine-Caraïbes (2016-2017) pour la mise en œuvre de la stratégie régionale de consommation et de production durables et la mise en œuvre du Cadre, approuvée lors d'un forum régional des ministres de l'environnement d'Amérique latine et des Caraïbes. Les stratégies régionales reprennent des priorités inscrites dans les programmes telles que les déchets et les petites et moyennes entreprises.

95. Une boîte à outils a été mise au point pour aider les coordonnateurs nationaux à promouvoir les modes de consommation et de production durables dans leur pays. Elle sera disponible en anglais, arabe, espagnol, français et russe et sera distribuée aux coordonnateurs au début de 2017. Un cours en ligne sur la consommation et la production durables en Afrique (en anglais et en français), inspiré du projet SWITCH Asie, a été élaboré en partenariat avec l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche et le projet SWITCH Afrique verte. L'objectif du cours est d'aider des fonctionnaires africains de haut rang et de rang intermédiaire (coordonnateurs nationaux du Cadre et de SWITCH Afrique verte) à formuler, mettre en œuvre, suivre et évaluer les politiques qui appuient la transition vers des modes de consommation et de production durables.

H. Fonds d'affectation spéciale du Cadre décennal de programmation

96. Le Fonds d'affectation spéciale du Cadre décennal est l'un des moyens de mise en œuvre de l'initiative. Ses objectifs sont les suivants : a) fournir un appui général à la mise en œuvre du Cadre de programmation; b) appuyer des initiatives et programmes spécifiques correspondant aux priorités nationales et régionales des pays en développement et des pays en transition.

97. Après les six appels à propositions lancés depuis que le Fonds d'affectation spéciale est devenu opérationnel en 2014, 614 propositions admissibles ont été reçues et évaluées. Les appels font apparaître une forte demande de la part des pays en développement et en transition, qui veulent accélérer la transition vers des modes de consommation et de production durables.

98. Le Fonds d'affectation spéciale a choisi de financer au total 25 projets, dont 11 ont démarré en 2016 (voir tableau 9). La répartition régionale des projets sélectionnés est la suivante : 7 en Afrique; 10 dans la région du Pacifique; 8 en Amérique latine et dans les Caraïbes. Les produits et les résultats des projets du Fonds d'affectation spéciale figurent parmi les 10 résultats programmatiques du Cadre décennal.

Tableau 9

Projets financés par le fonds d'affectation spéciale du cadre décennal en cours d'exécution

<i>Programme</i>	<i>Intitulé du projet</i>	<i>Agence d'exécution</i>
Marchés publics durables	Formulation et application de pratiques durables de passation des marchés publics dans la ville de Quezon pour la promotion de modes de consommation et de	Philippine Centre for Environment and Sustainable Development,

<i>Programme</i>	<i>Intitulé du projet</i>	<i>Agence d'exécution</i>
	production durables aux Philippines	
	Intégration des pratiques durables de passation des marchés publics grâce à l'introduction de systèmes de services produits dans la Province du Cap-Occidental (Afrique du Sud)	Institut international du développement durable
	Vers un système durable de passation des marchés publics en Uruguay	Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets
Information consommateurs sur les modes de consommation et de production durables	Programme de recherche de la Chine sur la consommation durable : sensibilisation des consommateurs et changements de comportement dans les modes de consommation	Association chinoise des chaînes de magasins et des franchises
	Mise au point d'une application smartphone pour la sensibilisation des consommateurs au Chili	Chili Foundation
Aménagement et constructions durables	Phase de mise en œuvre de la politique de construction durable dans la vallée d'Aburrá (Colombie)	Région métropolitaine de la vallée d'Aburrá (Colombie),
	Généralisation du logement social durable en Inde.	Oxford Brookes University, Royaume-Uni
	Mise au point de l'outil de conception de l'éco-logement "SHERPA" (Burkina Faso, Kenya et Népal)	Programme des Nations Unies pour les établissements humains
Tourisme durable	Création d'un modèle de tourisme local durable pour l'Afrique du Sud	Africa! Ignite
	Alliance inca pour le tourisme durable : modèle de partenariat public-privé novateur et durable pour l'écotourisme et l'exploitation touristique responsable des lieux historico-culturels et des milieux naturels au Pérou	Grupo GEA
	Programme Entreprises durables de l'Organisation du tourisme du Pacifique Sud pour le Pacifique Sud (Fidji et Samoa)	Sustainable Travel International

99. En 2016, deux nouveaux appels à propositions ont été lancés : l'un, concernant les systèmes alimentaires durables, pour lequel l'évaluation et la sélection des projets aura lieu en 2017; l'autre, concernant les modes de vie durables et l'éducation, axé sur les modes de vie durable à faible émissions de carbone et financé par le Gouvernement du Japon, compte sept projets sélectionnés pour financement, qui devraient démarrer en 2017.

III. Conclusions et recommandations

100. La mise à l'essai des indicateurs de succès du Cadre décennal donne un aperçu de la richesse des activités et des ressources disponibles dans le réseau pour appuyer la transition vers des modes de consommation et de production durables. L'élaboration des indicateurs par l'équipe spéciale chargée du suivi et de l'évaluation et la collecte de données par les programmes du Cadre ont nécessité un grand effort de la part de toutes les parties intéressées. Les résultats vont très utilement aider le Cadre à évaluer et améliorer les résultats de manière à en tenir compte dans la planification des activités, à mieux en rendre compte auprès de tous les acteurs et à les communiquer au grand public.

101. Les indicateurs de succès du Cadre seront affinés au cours de l'année 2017, sur la base des résultats et des enseignements de l'exercice pilote d'établissement de rapports ainsi que des faits nouveaux concernant les indicateurs des objectifs de développement durable. Ces indicateurs formeront le socle du rapport à mi-parcours du Cadre et amélioreront la capacité de renforcer les portefeuilles de programmes.

102. En dépit de la multitude et la diversité des parties prenantes de chaque programme et des différentes réalités économiques, sociales, politiques et culturelles des régions et pays, qui sont autant de gageures pour le Cadre, les difficultés peuvent être transformées en atouts moyennant un engagement adéquat et l'adaptation des solutions en fonction à la fois des besoins des parties et des particularités nationales ou régionales. Dans ce contexte, la première enquête mondiale sur les initiatives et politiques nationales de consommation et de production durables (phase pilote) a donné un aperçu préliminaire de la base de référence et des besoins au niveau national.

103. En 2017, les coordonnateurs nationaux commenceront à produire des rapports de résultats sur une petite série d'indicateurs de succès du Cadre. Le but de l'exercice est d'établir une base de référence des politiques nationales de consommation et de production durables et d'aider le réseau à ajuster la demande au niveau national selon les ressources et les meilleures pratiques appliquées dans les programmes. Des rapports nationaux sur l'indicateur 12.1.1 des objectifs de développement durable seront établis.

104. Sur la base de la méthodologie établie par l'équipe spéciale chargée du suivi et de l'évaluation pour l'indicateur 12.1.1 (l'équivalent de l'indicateur de succès 3.1 concernant les politiques de consommation et de production durables) une demande de reclassement de l'indicateur 12.1.1 au rang d'indicateur de niveau II (actuellement catégorie III) sera adressée au Groupe d'experts des Nations Unies et de l'extérieur chargé des indicateurs relatifs aux objectifs de développement durable. Ce changement facilitera l'inclusion d'informations sur la cible 12.1 dans le prochain rapport sur les objectifs du Millénaire.

105. La collaboration entre les programmes du Cadre a déjà commencé, en particulier entre le programme Marchés publics durables, le programme Information des consommateurs sur la consommation et la production durables et le programme Tourisme durable, grâce à des groupes de travail et/ou projets conjoints. L'un des défis majeurs de cette collaboration consistera à faire en sorte que l'exécution des programmes et les activités des acteurs internationaux, régionaux et nationaux ne soient pas cloisonnées mais soient au contraire connectées et regroupées.

106. La modernisation du Portail mondial de la consommation et de la production durables vers la fin de 2016 a créé une plateforme de gestion des connaissances à la pointe de la technologie. Son utilisation progressivement renforcée par les acteurs du Cadre permettra de parfaire la gestion des connaissances, la collaboration et le dialogue entre les acteurs et les autres parties prenantes s'intéressant aux modes de consommation et de production durables, et elle facilitera le compte rendu des activités et des résultats dans le réseau et auprès du grand public. En 2017, les fonctionnalités et l'utilisation du Portail comme centre d'échange d'informations, plateforme de gestion des connaissances et outil de communication et de sensibilisation seront renforcées. Le Portail sera un élément déterminant de l'intensification des efforts dans tout le Cadre décennal.

107. La communication et la sensibilisation ont été des priorités du Cadre décennal en 2016, comme en témoignent les 293 activités de communication et de sensibilisation menées par divers acteurs. Les manifestations organisées en marge de la troisième Conférence des Nations Unies sur le logement et le développement

urbain durable et à la vingt-deuxième Conférence des Parties à la Convention-cadre sur les changements climatiques ont accru la notoriété et la visibilité du Cadre. Les réseaux sociaux ont également été des outils de promotion efficaces avec la mise en ligne quotidienne sur les comptes Twitter d'informations sur le Cadre lui-même et sur les activités pour la consommation et la production durables (@10YFP, @10YFP_STP, @10YFP_SPP, @GlobalSCP). Pour être efficace, la communication devra se poursuivre au niveau des programmes et des thématiques et, tout en restant coordonnée dans l'ensemble du réseau. À cet effet, une stratégie de communication a été élaborée de manière à positionner le Cadre décennal comme l'initiative phare des Nations Unies en matière de consommation et de production durables.

108. La mobilisation des ressources nécessaires à la mise en œuvre du Cadre décennal est une gageure à tous les niveaux. Les projets, les activités et la coordination des programmes nécessiteront des financements substantiels de manière que le Fonds d'affectation spéciale et le secrétariat puissent s'acquitter de leurs fonctions essentielles. Une stratégie de mobilisation des ressources a été mise au point pour garantir une approche coordonnée et concertée de la mobilisation des ressources dans l'ensemble du Cadre décennal. Il est essentiel que ces fonds soient mis à disposition dans le courant de l'année prochaine pour que l'élan reste intact, pour renforcer l'engagement des acteurs et obtenir des résultats à la hauteur des attentes et pour répondre au nombre croissant de demandes de soutien adressées au Cadre décennal.

109. En 2017, le Cadre décennal est entré dans sa cinquième année d'existence et il est maintenant à mi-course. Il sera soumis tout au long de l'année à un examen à mi-parcours, qui comprendra un rapport d'activité pour la période 2013-2017, un examen externe et des consultations des parties prenantes. L'exercice permettra de dégager les premiers éléments de la stratégie du Cadre décennal pour la période 2018-2022.
